



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 28 FÉVRIER 2020

L'an deux mille vingt , le vingt huit février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

Secrétaire de séance

POUPON Julien

Excusés

BESCOND Yvon (pouvoir à PAGE Marie-Renée)
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à PONT Annie)
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)
ROUBY Solenn (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

SERGENT André, OLLIVIER Muriel

Conseil de Communauté du 28 février 2020
Délibération n°DCC2020_057

Objet	Garage mutualisé_convention avec la Ville de Landerneau
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Services techniques
Thème	Techniques

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté et la Ville de Landerneau ont créé en 2016 en commun le service « garage » pour assurer l'entretien de l'ensemble du parc de véhicules et matériels.

La convention initiale définissait les conditions de mise en commun des moyens humains et matériels, ainsi que les conditions techniques et de répartition financière entre Ville et Communauté inhérentes au fonctionnement et au financement de ce service commun :

- en investissement : des aménagements nécessaires à la création du service,
- en fonctionnement : du coût global du service, déduction faite des prestations facturées à l'acte auprès de la Ville, du CCAS de Landerneau, de la Communauté, des communes du territoire communautaire et de la SPL Eau du Ponant.

Elle prévoyait la présentation d'un bilan annuel afin de rendre compte aux deux collectivités, globalement et par services concernés, des révisions ou réparations effectuées et du volume financier de ces prestations à l'acte. Ce bilan servait d'appui à l'établissement du solde non facturé dans le cadre de prestations à l'acte et à répartir suivant une clef déterminée par le rapport du nombre de matériels et véhicules équivalent VL, comme décrit en annexe. Ces dispositions sont reprises dans la nouvelle convention.

La nouvelle convention définit par ailleurs les conditions techniques et financières de fonctionnement du garage en tant que service commun.

Les évolutions majeures concernent sur l'aspect financier :

- l'absence de participation financière au financement direct, par la Ville, des investissements nécessaires au bon fonctionnement du service. Ces investissements sont désormais assurés par la Communauté et les amortissements intégrés, soit dans le bilan de fonctionnement global du service, soit pris en compte dans la tarification d'un acte en lien avec l'usage d'un nouveau matériel, le cas par exemple de la valise diagnostic,
- les conditions de calcul du solde de dépenses du garage établies à partir du bilan annuel. Ce bilan duquel est déduit l'ensemble des dépenses d'entretien facturées à l'acte, permet de déduire en février de l'année N+1 le solde des dépenses du garage et la répartition de sa prise en charge par la Ville et la Communauté. Ce bilan fera désormais l'objet d'une nouvelle déduction des recettes obtenues des activités exercées par la Communauté relatives aux prestations effectuées pour le compte d'Eau du Ponant et des communes du territoire autres que la Ville,
- l'établissement d'une grille tarifaire d'intervention du garage, propre au service commun, entre la Ville et la Communauté, dans lequel le tarif de main d'œuvre pour l'année civile (n) est calculé sur la base du coût de la masse salariale constaté pour les agents du garage occupant un emploi permanent pour l'année (n-1). Le coût de la

masse salariale est considéré en valeur brute chargée à laquelle 10% de frais de structure sont ajoutés pour aboutir à un coût horaire. Le coût horaire est utilisé comme coût de main d'œuvre dans l'établissement des factures du garage. Le temps de travail considéré dans chaque facture est décompté en dixième d'heures sur la base temps réel d'intervention réparti sur les 3 agents (3 ETP : 4821 heures) intervenant directement dans l'entretien et les réparations des matériels et équipements.

Dans ce cadre, outre la gestion administrative et l'organisation du service, le responsable du service accompagne les deux collectivités dans leur réflexion sur le renouvellement des matériels et véhicules et participe à la rédaction des cahiers des charges.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la délibération du conseil de Communauté n°2016-128 du 23 septembre 2016 créant le service commun du garage entre la Ville et la Communauté,
Vu la délibération n°2017-91 en date du 30 juin 2017 fixant le tarif horaire du personnel,
Vu la délibération du conseil de Communauté n°DCC2019-192 du 13 décembre 2019 fixant les tarifs applicables au fonctionnement du garage hors tarif horaire de main d'œuvre spécifique au service commun Ville/Communauté,
Vu la convention jointe en annexe à la présente délibération,
Considérant l'intérêt commun de la Ville de Landerneau et de la Communauté à poursuivre cette coopération au vu des différents bilans annuels effectués et de l'élargissement de l'activité du garage aux autres communes du territoire et à Eau du Ponant,
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 25 février 2020
Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 17 février 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Abroge la délibération n°2017-91 du 30 juin 2017 fixant le tarif horaire applicable pour les prestations réalisées dans le cadre du service commun,

Article 2 : Approuve :

- e projet de convention joint en annexe à la présente délibération,
- l'intégration dans la grille tarifaire du garage (délibération n°DCC2019-192 du 13 décembre 2019) du tarif horaire spécifique au service commun Ville/Communauté soit 33,25 € pour l'année 2020 à compter de la signature des deux collectivités et sous réserves d'une proposition de nouvelle grille tarifaire, les années suivantes,

Article 3 : Autorise le président à signer la convention.